

Les opportunités et défis futurs pour l'économie sociale et solidaire

SUITE AUX CONCLUSIONS GÉNÉRALES DE LA CONFÉRENCE INTERNATIONALE DU TRAVAIL DE 2022 ET AU PLAN D'ACTION DE L'ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL



Les représentants de plusieurs organisations et institutions internationales se sont réunis dans le cadre d'un webinaire le 23 février 2023 dans le but de partager ensemble la manière de parvenir à une justice sociale universelle. En effet, **WSM, INSP!R, WIEGO, RIPESS Intercontinental et IYCW**, ainsi que l'OIT, des membres **d'organisations de la société civile** et plus de **150 participants** du monde entier ont discuté des tenants et aboutissants de l'économie sociale et solidaire — ci-après abrégé « ESS » —, qui a fait l'objet d'une **résolution adoptée lors de la 110e Conférence internationale du travail — ci-après abrégé « CIT » — sur le travail décent et l'Économie Sociale et Solidaire**.

Le webinaire a débuté avec des remarques introductives par **Santiago Fischer**, coordinateur du plaidoyer et de la recherche pour WSM et facilitateur au sein du réseau **INSP!R international**. Ce dernier a abordé comment le concept de ce webinaire avait émergé d'un partenariat fructueux entre le RIPESS, WIEGO, la JOCI, le WSM et l'INSP!R, ainsi que des représentants syndicaux de l'OIT à Genève en juin 2022 dans le cadre de la CIT sur le travail décent et l'ESS. Tout au long de cette conférence, nos organisations n'ont cessé d'enrichir la discussion générale en interpellant les syndicats, les États et les employeurs sur les réalités de terrain dans lesquelles vivent les mouvements sociaux de l'ESS et leur travail concret, ainsi que sur les obstacles et les difficultés que rencontrent ces acteurs dans le développement de ces activités économiques.

RIPESS et les défis de l'économie sociale et solidaire

En guise d'introduction à ce webinaire, **Judith Hitchman**, ancienne présidente du **Community Supported Agriculture Urgenci**¹ et actuellement l'une des trois coordinatrices intercontinentales de RIPESS, nous a fait part de son expérience. Elle a expliqué que de 1997 à aujourd'hui, RIPESS a progressivement construit des réseaux, a apporté son concours dans de nombreuses institutions internationales à tous les niveaux, interagi avec ces dernières afin de présenter les différentes initiatives de l'ESS et de plaider en faveur d'une législation plus favorable à l'ESS.

¹ URGENCI est un réseau mondial de base regroupant tous les partenariats solidaires régionaux et locaux pour l'agroécologie (LSPA), dont le plus connu est le Community Supported Agriculture (CSA).

Judith Hitchman a mis en avant l'importance d'une alliance entre la base et les gouvernements, en particulier les gouvernements locaux, pour garantir la réalisation des droits de l'homme. Cette alliance a également été soulignée dans les conclusions de la CIT sur le travail décent et l'ESS. Elle a également souligné l'importance cruciale de l'ESS pour surmonter les inégalités. Dans ce contexte, RIPESS joue un rôle clé en promouvant l'ESS à travers le partage d'informations et d'expériences entre les acteurs, en faisant pression pour l'adoption de lois favorables à l'ESS et en sensibilisant le public. RIPESS met également en avant l'importance de créer des réseaux et des alliances entre les différents groupes et mouvements de l'ESS, tant au niveau local qu'au niveau mondial, afin de renforcer leur impact collectif et de promouvoir l'agenda de l'ESS.

Enfin, **Judith Hitchman** est d'avis que l'ESS doit constituer une alternative prometteuse au modèle économique actuel, pouvant permettre de sortir de l'actuel « cercle vicieux » pour instaurer un « **cercle vertueux** » dans nos sociétés. Le RIPESS et **Judith Hitchman** œuvrent activement à promouvoir et soutenir cette transformation nécessaire à travers le monde.

Les travaux de l'OIT sur la définition de l'économie sociale et solidaire

La première intervention de **Judith Hitchman** a été suivie de précieux commentaires de **Simel Esim**, Project Manager — Senior Technical Expert — au **Département des Entreprises du Bureau International du Travail**. À ce titre, elle dirige les travaux de l'OIT sur les coopératives et l'ESS. Lors de son intervention, **Simel Esim** a mis l'accent sur le contenu de la résolution de l'OIT sur l'ESS, et plus particulièrement sur les opportunités et les possibilités offertes aux organisations et aux unités de la société civile de contribuer positivement à son développement. En effet, une définition universelle de l'ESS a été incluse dans la résolution de l'OIT. Notamment le fait que la définition :

- Identifie la contribution de l'économie sociale et solidaire à la réalisation des Objectifs du Développement Durable (ODD)
- Souligne que les entités de l'économie sociale et solidaire contribuent à la durabilité et à la transition de l'économie informelle vers l'économie formelle, et respectent des valeurs telles que l'égalité, l'équité, la transparence et le travail décent
- Souligne le rôle de l'économie sociale et solidaire dans la création d'emplois décents, et son dans le fait d'apporter des solutions pour un développement économique axé sur la collectivité
- Souligne la contribution de l'économie sociale et solidaire au renforcement des communautés et des savoirs locaux et à l'économie locale en mettant l'accent sur les personnes et en promouvant le bien-être

Par ailleurs, **Simel Esim** a expliqué que le **plan stratégique** adopté par l'OIT dans le prolongement de la Conférence internationale du travail sur le travail décent et l'ESS, couvre une période de 7 ans. Ce plan stratégique vise à inclure tous les acteurs de l'ESS dans la réalisation des Objectifs de Développement Durable. Elle a également souligné les besoins essentiels pour que le développement de l'ESS se fasse sur le long terme et de la manière la plus efficace possible :

- Les syndicats et les acteurs de l'ESS doivent agir en synergie pour défendre les droits des travailleurs
- La nécessité d'une mise en place d'un véritable cadre juridique au niveau international, mais aussi au niveau régional ou national.
- La nécessité de créer des centres de formation et que cela soit prévue dans les politiques nationales d'adaptation et d'atténuation.
- L'ensemble du plan doit être relié aux niveaux local et régional

Pour **Simel Esim**, la mise en œuvre d'un dialogue social et de négociations collectives durables nécessite l'implication de toutes les parties, y compris les travailleurs, les employeurs et les représentants du gouvernement. Les entreprises socialement responsables qui mettent en œuvre des pratiques d'ESS sont plus susceptibles de s'engager dans un dialogue constructif avec les travailleurs et leurs représentants, ce qui conduit à de meilleures conventions collectives. Les pratiques de l'ESS sont essentielles pour améliorer le dialogue social et les négociations collectives pour les travailleurs. En encourageant la transparence, la responsabilité et l'engagement auprès des travailleurs et de leurs représentants, l'ESS peut contribuer à renforcer le partenariat employeur-travailleur et aboutir à de meilleurs résultats pour toutes les parties concernées.

La collaboration et les économies solidaires comme alternatives économiques pour le développement à long terme

Toni Moore, secrétaire générale de l'**Union des travailleurs de la Barbade** et s'exprimant au nom de la **Confédération syndicale internationale**² — CSI — a parlé de la nécessité d'un nouveau modèle basé sur l'inclusion et le développement durable. Elle a souligné que le mouvement syndical et l'ESS sont tous deux ancrés dans les principes du bien commun et ont la volonté de mettre en œuvre un système qui profite à tous. La perspective principale est la recherche de l'inclusion, qui doit être au cœur du travail des organisations.

En outre, **Toni Moore** a souligné le fait qu'il est impossible d'avancer avec notre plan d'action si nous ne convergions pas sur les Objectifs de Développement Durable³ et le mouvement syndical, car pour mettre en œuvre le plan d'action qui a été établi dans les conclusions de la CIT sur le travail décent et l'ESS, nous devons les amender dans les ODD. En effet, les ODD se concentrent sur la manière dont nous choisissons d'aborder des questions telles que la faim, les chaînes d'approvisionnement alimentaire et la sécurité alimentaire, afin de garantir l'inclusion, qui est liée à l'objectif de l'équité entre les sexes. Il est primordial que tout le monde participe, ce qui est également lié au travail décent, et c'est ce que les syndicats promeuvent.

² La « Barbados Workers Union » est une confédération syndicale de la Barbade créée en 1941. Elle est membre de la Confédération syndicale internationale et de la Confédération syndicale des Amériques.

³ Les objectifs de développement durable (ODD) sont un ensemble de 17 objectifs mondiaux adoptés par les Nations unies en 2015 en tant qu'appel

Toni Moore a souligné l'importance des processus décisionnels visant à protéger nos écosystèmes, les forêts et les travailleurs, en tant qu'éléments fondamentaux des Objectifs de développement durable (ODD) et de la lutte contre le changement climatique. Elle a également noté que les syndicats doivent prendre en considération ces aspects environnementaux afin que la société puisse en bénéficier. Elle a également souligné le fait que le mouvement syndical international s'intéresse au développement des travailleurs, ce qui est lié à l'ESS et au passage de l'économie informelle à l'économie formelle. Les objectifs de l'ESS sont en accord avec ceux du mouvement syndical et sont fondés sur le collectivisme, un système social où la production et l'échange sont détenus par la communauté.

Taskforce de l'ONU sur l'économie sociale et solidaire

Yvon Poirier, qui est conseiller spécial du RIPESS pour le plaidoyer, a expliqué comment l'approche de l'ESS a été promue avec succès par la taskforce interagences sur l'ESS, également connue sous le nom « UNTFSSSE ». Cette taskforce est composée de 15 agences des Nations Unies ainsi que d'observateurs de l'ESS, et fut créée en 2013. La mission de cette initiative est de promouvoir la visibilité et la reconnaissance de l'ESS, à la fois au sein et en dehors du système des Nations unies. Les membres de la taskforce ainsi que les observateurs ont convenu de collaborer afin de réaliser plusieurs objectifs :

- Renforcer la reconnaissance du rôle des entreprises et organisations de l'économie sociale et solidaire pour le développement durable
- Promouvoir la connaissance de l'économie sociale et solidaire
- Consolider les réseaux de l'économie sociale et solidaire
- Soutenir le développement d'un environnement institutionnel et politique favorable à l'économie sociale et solidaire
- Coordonner les efforts internationaux et créer et renforcer les partenariats

Yvon Poirier a indiqué que depuis 2018, l'UNTFSSSE a soutenu la mise en place d'une résolution de l'ONU sur l'ESS. Au début de la même année, une première « note conceptuelle » a été élaborée puis a été suivie d'un premier « projet de résolution » en 2019. Cependant, en raison de la pandémie, aucun pays n'a pu parrainer le processus de résolution jusqu'en avril 2022, lorsque la France a réuni un groupe de huit pays qui ont accepté de lancer officiellement le processus. Par la suite, deux réunions se sont tenues à New York, la première le 22 juillet 2022, qui comprenait 14 pays, et la seconde le 13 décembre 2022, qui comprenait 15 pays. Trois pays, le Chili, l'Espagne et le Sénégal en sont les « co-facilitateurs » — avec le soutien de la France. D'autres « co-parrains » ont accepté d'apporter leurs concours aux discussions communes dans le cadre de cette résolution. Il s'agit de : l'Argentine, le Brésil, la Belgique, la Bulgarie, la Colombie, le Costa Rica, la République dominicaine, l'Italie, me Luxembourg, la Mongolie, le Maroc et la Slovénie. Le groupe des pays promoteurs a établi une version initiale de la résolution, qui a ensuite été discutée avec tous les pays membres de l'ONU en mars en 2022.

universel à l'action pour mettre fin à la pauvreté, protéger la planète et faire en sorte que tous les peuples jouissent de la paix et de la prospérité d'ici à 2030

Depuis le 17 mars 2023, les négociations ont avancé de manière significative et un consensus a été atteint. La résolution sera soumise à l'Assemblée générale des Nations unies en avril.

Chantal Line Charpentier qui a dirigé la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement à New York au Bureau du Secrétaire Général et est maintenant l'actuelle Présidente de l'UNTFSSSE, a passé en revue les principaux points contenus dans le préambule de la résolution. Et plus particulièrement les paragraphes du dispositif qui relatent les demandes telles que la nécessité de :

- Développer un cadre juridique pour soutenir l'ESS et la rendre visible grâce à un dispositif de compilation de statistiques nationales
- Développer des incitations fiscales et des incitations à la passation de marchés
- Promouvoir l'ESS dans les programmes d'enseignement
- Renforcer les capacités et les initiatives de recherche
- Veiller à ce que les acteurs de l'ESS fassent partie du processus d'élaboration des politiques

Chantal Line Charpentier a également fait référence à un point mentionné plus tôt par **Toni Moore** et au fait qu'elles font toutes deux partie du **Réseau des économistes des Nations Unies**⁴ — UNEN — et au fait que ce réseau travaille actuellement sur un nouveau paradigme économique sur le développement durable qui intégrera l'ESS et élaborera les politiques les plus pertinentes pour les ODD. Elle a également abordé l'initiative « Au-delà du PIB », qui a pour objectif de créer des indicateurs plus complets qui intègrent les aspects environnementaux et sociaux du progrès, et qui servira de guide à tous les pays pour améliorer la formulation des politiques en vue de soutenir le bien-être des populations du monde entier. Cette initiative sera présentée lors du « Sommet du futur » prévu en septembre 2024, avec pour objectif d'obtenir le soutien de davantage de pays pour intégrer l'ESS à l'ordre du jour des Nations unies. Elle souligne l'importance d'un nouveau paradigme économique d'ici 2024 et souhaite sensibiliser le monde à cette nécessité.

Explorer l'impact des unités de l'économie sociale et solidaire sur les travailleurs de l'économie informelle

Sonia George, Secrétaire Générale de la **Self-Employed Women's Association** — SEWA — au Kerala et membre du Conseil national de la SEWA, a fait part de ses observations sur l'économie sociale et solidaire. Elle a souligné toute l'importance d'établir une résolution à l'Assemblée générale des Nations unies qui traite spécifiquement de l'ESS, mais qui soutient également l'inclusion. Elle a présenté de manière perspicace comment la définition universelle tripartite de l'ESS offre un rayon d'espoir pour les travailleurs du secteur informel en mettant en avant des principes inclusifs basés sur des valeurs qui ont le potentiel de restructurer les économies et de garantir un emploi décent ainsi que la sécurité des moyens de subsistance pour les travailleurs les plus vulnérables. Elle a également souligné plusieurs points clés nécessaires pour une mise en œuvre réussie de l'ESS. Tel que :

⁴ Le réseau est composé d'économistes des institutions du système des Nations unies ainsi que d'économistes nationaux travaillant dans les bureaux des coordinateurs résidents. Il accueille volontiers les contributions de professionnels travaillant dans d'autres domaines pertinents des Nations unies.

- L'implication des autorités publiques dans les débats
- La création de nouvelles formes de dialogue social et de nouvelles formes de gouvernance
- La mise en place d'un cadre législatif rigoureux
- L'importance du dialogue avec les syndicats et autres organisations
- L'importance du rôle de l'ESS dans les objectifs de développement durable en matière d'égalité et d'équité entre les femmes et les hommes

Par la suite, **Federico Parra** nous a fait part de ses connaissances sur l'importance de la problématique des travailleurs informels et de son étroite relation avec l'ESS. Il est le coordinateur pour l'Amérique latine du programme « Waste Pickers » de l'organisation non gouvernementale **Women in Informal Employment : Globalizing and Organizing** – WIEGO.

Tout comme **Sonia Georges**, il a abordé la question du secteur informel et souligné l'importance de son intégration dans l'ESS. En effet, plus de 61 % des travailleurs dans le monde sont employés de manière informelle et se sont organisés de façon autonome au sein de différents syndicats et institutions. Ce dernier a très justement expliqué que le bien-être des individus doit être au cœur de toutes les activités, excluant toute forme d'exploitation, et que l'ESS vise à garantir l'accès aux services essentiels tels que l'éducation et la protection sociale.

Federico Parra a ensuite abordé le fait que la résolution de l'OIT souligne que l'ESS est un moyen de parvenir à la justice sociale et au développement durable. Cependant, pour y parvenir, le monde du travail doit s'adapter à l'ensemble des principes accessibles dans la poursuite de la justice sociale, qui est inhérente à la formalisation. La contribution d'organisations telles que les nôtres est nécessaire, car le sujet collectif et politique est ce qui différencie les formes organisationnelles de l'ESS d'autres approches qui génèrent des bénéfices sociaux, mais où le contrôle est entre d'autres mains, et c'est aussi une question importante qui doit être abordée.

Acteurs du changement : Explorer la synergie entre l'économie sociale et solidaire et le militantisme de terrain

Madani Koumare Président du **Réseau National d'Appui à la Promotion de l'Économie Sociale et Solidaire**⁵ — RENAPESS — et Coadministrateur au RIPESS Afrique, — RAESS — a parlé du travail du « Réseau Africain de l'Économie Sociale et Solidaire » — ANSSE's — et de l'accent mis sur l'ODD n° 8 sur le travail décent⁶. Plus spécifiquement, l'ANSSE vise à :

- Soutenir le plaidoyer de ses membres nationaux et faire pression pour que le réseau de l'économie sociale et solidaire de chaque pays soit représenté au sein du Conseil économique et social du pays concerné.
- Inclure l'approche dans le cadre de la stratégie de coopération Sud-Sud et Sud-Nord de l'Unité Africaine.
- Renforcer la présence de l'ANSSE aux niveaux national, régional et mondial en participant à des réunions, des sommets mondiaux et des forums thématiques sur les questions liées au développement durable, à la mondialisation et à ses conséquences socio-économiques.

⁵ RENAPESS participe au renforcement des capacités d'action de ses membres face aux défis du développement local, de la pauvreté et de la mondialisation de l'économie. Il contribue ainsi à l'amélioration de l'accès aux besoins fondamentaux des citoyens par le biais d'équipements et de services sociaux de base

⁶ L'objectif de développement durable n° 8 sur le travail décent et la croissance économique vise à promouvoir une croissance économique soutenue, inclusive et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous.

Il a également souligné l'importance de l'ESS pour contribuer à la dignité des producteurs agricoles et des travailleurs de l'économie informelle. Selon ce dernier, il est essentiel de garder à l'esprit que l'économie doit être modifiée pour qu'elle dépende de nos besoins et ne soit pas un simple service. Par conséquent, il est important de prendre en compte à court terme les préoccupations des groupes en transition vers l'ESS, tels que les travailleurs de l'économie informelle, en particulier ceux dans les zones rurales, les travailleurs migrants et saisonniers, ainsi que les personnes déplacées par le climat et d'autres.

Pour **Madani Koumare**, le défi est double :

- Accompagner ces catégories en tenant compte de leurs caractéristiques intrinsèques afin que les services répondent à leurs besoins et leur soient accessibles.
- Renforcer leur solvabilité grâce à un système contributif indexé sur leur capacité à payer

Tout cela nécessitera un plaidoyer en faveur de politiques publiques et de programmes de soutien pour développer la sécurité sociale et les entreprises sociales qui créent des revenus décents et donnent aux acteurs une autonomie durable.

Pour ce faire, **Madani Koumare** estime que ces logiques impliquent un cadre de partenariat entre les secteurs publics (gouvernement central et local), les organisations de l'ESS, les organisations professionnelles du travail et d'autres organismes internationaux. Tout cela doit être orienté vers l'ODD 1 sur l'éradication de la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde et le besoin d'un revenu décent, l'ODD 8 sur la promotion d'une croissance économique soutenue, équilibrée et durable, et l'ODD 12 sur les modes de consommation et de production durables.

Une autre intervenante de terrain nous a fait part de ses observations, **Jahnavi Dave**. Elle est la coordinatrice internationale de **HomeNet International**, un réseau mondial de 36 groupes de travailleurs à domicile dans 20 pays, représentant plus de 600 000 employés.

Jahnavi Dave a souligné l'importance de l'ESS et du statut des travailleurs à domicile. En effet, les travailleurs à domicile ne s'organisent pas en syndicats, mais en différentes formes d'ESS. Elle a également mis l'accent sur certaines problématiques clés telles que :

- La nécessité de s'organiser pour accroître le pouvoir de négociation
- Le besoin de statistiques, de mise en réseau avec les coopératives et d'accès à la formation professionnelle
- La création de réseaux et de systèmes pour améliorer les capacités et créer un système d'égalité
- La collaboration et l'élaboration de politiques publiques appropriées

Jahnavi Dave a salué le fait qu'en Inde de nombreuses politiques ont été mises en œuvre au niveau nationale, tout en soulignant la nécessité d'investissements pour garantir la durabilité de l'ESS. En effet, les organisations d'ESS ont souvent des ressources limitées et les investissements peuvent les aider à étendre leurs activités, à atteindre plus de personnes et à avoir un plus grand impact sur leurs communautés. En outre, les initiatives d'ESS ont souvent pour objectif à long terme de créer un développement économique et social durable. L'investissement peut les aider à atteindre cet

objectif en leur fournissant les ressources financières nécessaires à la création d'entreprises stables et durables.

José Arévalo Bustos, ingénieur agronome et militant de la **Jeunesse ouvrière chrétienne** — JOC — **chilienne** depuis 2017, fait actuellement partie de l'équipe nationale de la JOC chilienne engagée auprès des jeunes travailleurs du monde et développant des actions dans le cadre de l'ESS. Il a évoqué les actions de la JOC chilienne dans le secteur agricole. Au cours de son intervention, il a présenté les actions qui se déroulent au Chili en matière d'ESS, et a mis en avant les besoins fondamentaux de l'ESS :

- Accès aux prêts
- Protection sociale
- Renforcement des capacités
- La création de centres de formation
- La mise en place de conseil juridique en cas de litige
- L'inclusion circulaire
- Parité hommes-femmes

Fatimata Dabre, responsable du crédit et du recouvrement à la **MUFEDE** au Burkina Faso, une coopérative d'épargne et de crédit fondée en 1996 grâce à la détermination d'un groupe de 20 femmes, a présenté la manière dont sa coopérative travaille avec les femmes pour les aider à générer des revenus et à accéder à la protection sociale et à la création d'emplois. Au cours de son intervention, cette dernière a présenté plusieurs demandes essentielles, notamment :

- Le besoin de formation, de développement des compétences techniques et professionnelles pour leur permettre de passer de l'économie informelle à l'économie formelle.
- Accès et participation à la gestion des fonds nationaux par les systèmes de financement décentralisés (SFD)
- Plein accès à la participation par le biais de fonds et recherche de ressources moins coûteuses pour mieux répondre aux besoins de financement
- La nécessité de ratifier les différentes conventions de l'OIT telles que : la convention n° 102 (normes minimales de sécurité sociale); la convention n° 189 (travailleurs domestiques); la convention n° 176 (sécurité et santé dans les mines); la convention n° 155 (santé et sécurité des travailleurs).

Construire un avenir plus équitable et durable : Les clés de l'économie sociale et solidaire

Les remarques finales de ce webinaire ont été prononcées par **Victor Van Vuuren**, ancien président de l'équipe spéciale inter-institutions sur l'Économie Sociale et Solidaire, ancien directeur du département des entreprises à l'OIT à Genève et ancien directeur de l'OIT pour l'Afrique du Sud. Il a souligné l'urgence pour l'ESS de se développer de manière optimale, notamment en bénéficiant du soutien des gouvernements. Ces derniers doivent intégrer les termes sociaux dans les marchés publics et mettre en place des financements accessibles ainsi qu'une bonne gouvernance, qui sont les bases essentielles de l'ESS. Il a également souligné que les finances publiques devraient accorder la priorité à l'ESS, en

favorisant les partenariats multiples et les appels à projets. La viabilité de cette cause est cruciale et continuera de motiver tous les participants présents lors de ce webinaire, ainsi que tous ceux qui s'identifient à cette noble cause.

En conclusion, ce webinaire a souligné toute l'importance que revêt l'ESS en tant que vecteur de construction d'une société plus équitable et durable. L'ensemble des intervenants ont mis en lumière les différents aspects de l'ESS, notamment son potentiel à générer des **bénéfices sociaux, économiques et environnementaux**. L'ESS englobe un large éventail d'initiatives, allant des coopératives aux mutuelles en passant par les associations et les entreprises sociales, qui sont toutes ancrées dans leur communauté et visent à répondre à des besoins sociaux et environnementaux. Nous encourageons les participants à continuer à explorer ce sujet et à réfléchir à la manière dont ils peuvent soutenir les initiatives d'ESS dans leur propre communauté, que ce soit en **devenant membre d'une coopérative, en soutenant des entreprises sociales** ou **en s'impliquant dans des projets associatifs**. Même de petites actions individuelles peuvent avoir un impact significatif dans la promotion de l'ESS et de ses valeurs de **solidarité, d'équité** et de **durabilité**. Nous invitons les participants, et toutes les personnes intéressées, à devenir des acteurs du changement en soutenant l'ESS dans leur vie quotidienne et en contribuant ainsi à la construction d'une société plus **juste, inclusive et durable**.